



COMMUNIQUE DE PRESSE

Evolution du Réseau des Finances Publiques en 2023, le couperet est tombé :

**10 nouvelles suppressions d'emplois
et de nouvelles fermetures de Trésoreries en Meurthe et Moselle !!!**

**2023, une nouvelle année de vache maigre aux Finances publiques,
un service public encore plus affaibli !!!**

**L'exemple même de cette dégradation du Service Public :
Le Centre des Finances Publiques de Toul**

Nous l'avons constaté dans la récente période, le service public est le garant d'une continuité de l'État au quotidien et encore plus en période de crise.

Aux Finances publiques, en période pandémique, ce service public a permis et permet toujours, entre autres, le versement rapide du fonds de solidarité pour les entreprises ou le paiement des salaires des agents des collectivités ou des hôpitaux, tout en assurant les autres missions essentielles qui lui sont dévolues.

En réponse à cette situation, la Direction Générale des Finances publiques a décidé de supprimer, au niveau national 850 emplois pour 2023 , ce qui équivaut à rayer de la carte les effectifs d'un département comme celui de la Meurthe et Moselle !!!

850 emplois supprimés en 2023, cela porte les suppressions à plus de 17.000 postes sur les dix dernières années, près de 30.000 en 15 ans.

Un gigantesque plan social, auquel il faut ajouter dans la même période d'importantes réformes dans les missions et l'organisation même des services !

Et tout cela dans le plus grand silence, alors même que les gouvernements qui se sont succédés sur cette période ont fait semblant de s'émouvoir lorsqu'une entreprise privée décidait de licencier ses salariés. Faites ce que je dis, ne faites pas ce que je fais ...

Dans le même temps, nos Directeurs successifs s'épanchent dans les médias sur la qualité et l'intérêt pour les contribuables que constituent le prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu, le paiement des impôts, amendes, factures des collectivités locales chez les buralistes, la mise en place de « Maisons France Services » ... alors que ces dispositions visent en fait à « éponger » les suppressions d'emplois.

Pour la CFDT, Solidaires, FO et la CGT Finances publiques, il faut qu'enfin soit posée la question de l'augmentation des recettes de l'État et que cesse le diktat unique et permanent de la baisse de la dépense publique, qui conduit la population à de plus en plus de précarité dans tous les domaines de la vie sociale.

Car le rôle de l'administration des Finances publiques est essentiel !

Les suppressions d'emplois aux Finances publiques, cela implique :

- moins de service public puisque moins d'accueil du public, nos guichets étant de moins en moins fréquemment ouverts ;
- moins de qualité du service rendu (lignes téléphoniques saturées en raison justement de la fermeture des guichets, applications informatiques souvent défaillantes, etc ...) ;
- moins de présence territoriale, avec la fermeture de nombreux centres des Finances publiques :

Ainsi, en Meurthe-et Moselle, 5 nouvelles fermetures de trésoreries ont été opérées au 1^{er} janvier 2023, à savoir, celles de :

- **Bayon-Blainville ;**
- **Colombey Les Belles ;**
 - **Maxéville ;**
- **Neuves-maisons ;**
- **et Saint Nicolas de Port.**

- une prise en compte des publics fragiles détériorée par un recours au « tout numérique » ;
- moins de lutte contre la fraude fiscale, et donc, par ricochet, des impôts supplémentaires qui se reportent sur l'ensemble de la population. Moins de rentrées fiscales, cela signifie aussi moins d'hôpitaux, moins d'écoles, des routes moins bien entretenues ... Il s'agit d'une orientation politique qui vise à servir les intérêts de quelques-uns, bien souvent les mêmes qui ont bénéficié de la suppression de l'ISF.

Ce mardi 10 janvier 2023, un Comité Social d'Administration est convoqué à la Direction des Finances Publiques, rue des Ponts à Nancy.

A l'ordre du jour de celui-ci figurent, entre autres, les suppressions d'emplois pour 2023 ainsi que la « nouvelle » organisation de l'accueil du public au Centre des Finances Publiques de Toul.

La CFDT, Solidaires, FO et la CGT Finances Publiques ont décidé de ne pas se rendre à cette convocation, préférant expliquer de vive voix à la population les conséquences de ce qui va être annoncé.

En Meurthe et Moselle, 10 suppressions d'emplois sont encore programmées en 2023, ce qui ramènera nos effectifs sous la barre des 800 emplois.

Alors qu'au moment de la fusion entre les services des Impôts et du Trésor (en 2008), nous étions encore plus de 1200 agents en poste dans le département. Ainsi, en l'espace d'une quinzaine d'années, 30 % des emplois aux Finances Publiques 54 ont été rayés de la carte.

Le Centre des Finances Publiques de Toul est emblématique de la dégradation du Service Public rendu tant aux citoyens qu'aux collectivités locales.

En terme d'emplois, il y a quelques années, plus de 50 agents travaillaient à la Trésorerie ou au Centre des Impôts de Toul.

Aujourd'hui, ils ne sont plus qu'une quinzaine, et le **Service des Impôts des Particuliers (SIP) n'existe plus en tant que tel et n'est plus qu'une antenne provisoire à l'avenir incertain du SIP de Vandoeuvre, avec pour tout effectif « fixe » un seul agent.**

Avec tout ce que cela engendre en terme de service public rendu à l'utilisateur , en commençant par son accueil.

Le Centre des Finances Publiques de Toul n'est plus ouvert au public que 4 demies-journées par semaine en matinée.

Mais pour combien de temps encore ? Car, à compter de la semaine du 30 janvier 2023, le Centre sera également fermé au public les mardis.

Car, ne nous en cachons pas, les signaux adressés actuellement par la Direction Départementale des Finances Publiques 54, laissent planer l'incertitude sur la pérennité de l'accueil physique au Centre de Toul en même temps qu'ils ne contribuent pas à redonner confiance aux agents soumis au stress ou encore à la souffrance au travail.

Au niveau des conditions de travail, étant donné qu'il ne reste plus qu'un seul agent au Service des Impôts des particuliers, ce sera aux agents du Service de Gestion des Collectivités (qui, par essence, ont en charge les collectivités et non les particuliers) qui devront se charger de l'accueil dit « généraliste ». Et cela quasiment sans aucune formation.

Ce temps passé à l'accueil se fera, sans le moindre doute possible, au détriment du service public rendu aux collectivités.

Et, précision et non des moindres, ces mêmes agents devront absorber la charge de travail qui leur est transférée suite à la fermeture de la Trésorerie de Colombey les Belles (sans l'intégralité des agents qui vont avec, cela va sans dire ...).

Manque d'emplois criant, conditions de travail très dégradées, dégradation du Service Public, voilà ce que dénoncera, entre-autres, l'intersyndicale CFDT, Solidaires, FO et CGT Finances Publiques 54 qui sera devant le Centre des Finances Publiques de Toul, ce mardi 10 janvier 2023, de 8h30 à 12h.